

RASSEMBLEMENT NATIONAL

DOUBLE LANGAGE

FAUX VISAGE

MAINS PROPRES, TÊTE HAUTE ?



Mains propres, tête haute ?

En 1993, c'était l'un des slogans emblématiques du Front National. Jean-Marie Le Pen, alors président du parti, se posait alors en moralisateur de la vie politique : tous pourris, sauf lui !

Sa fille après lui, en 2014, dénonçait « [les trois M](#), magouilles, manœuvres, mensonges, qui caractérisent la vie politique ». Aujourd'hui le RN, comme le FN hier, s'autoproclame le parti des vertueux, pourfendeur de la déliquescence du monde politique.

Et afin que la vertu du RN soit bien comprise, il fait de la lutte contre la fraude un point fort de son programme, au point d'y consacrer un livret thématique, dont la 1ère phrase donne le ton : « *La lutte contre tous les types de fraudes est une exigence républicaine* ». Chiche.

A la lecture, on comprend vite que **la fraude la plus importante aux yeux du RN est la fraude aux prestations sociales** : on y retrouve pêle-mêle « *le non-respect par des étrangers des conditions de ressources et de résidence, les reprises d'activité non déclarées par les chômeurs, le RSA, la prime d'activité, les aides au logement* »... Salauds de pauvres...

Il ajoute que « *les fraudeurs doivent être effectivement et sévèrement sanctionnés. Dès la première fraude, une amende-plancher égale au triple des montants indument perçus (...), sera instituée.* », prévoyant ensuite de multiplier la pénalité, jusqu'à la suspension des droits pour le bénéficiaire. Tolérance zéro !

Sur le chapitre de la fraude fiscale, le livret est beaucoup plus discret, et n'évoque que les « *fraudes des entreprises multinationales dues à la mondialisation* ». Soit la fraude fiscale n'existe pas, soit elle s'intègre bien dans le programme politique et les valeurs du RN.

Le tintement des casseroles

Mais depuis quelques temps, on n'entend plus beaucoup le RN sur le sujet de la corruption des politiques... **Serait-ce parce qu'un certain nombre d'entre eux, dont Marine Le Pen elle-même, sont actuellement mis en examen dans plusieurs affaires** ? Comme celle des assistants parlementaires européens, des kits de campagne, des emprunts russes, des inexactitudes dans la déclaration de patrimoine de Marine Le Pen, ou encore les affaires impliquant des mairies dirigées par un maire RN ?

Dans le même temps, la cible des attaques du RN a changé : silence radio sur les supposées malversations des partis politiques. Ce sont désormais des attaques contre la « *justice politique* », les « *juges rouges* » ou le « *gouvernement des juges* ».

L'avalanche d'affaires qui a fondu sur la tête du parti du clan Le Pen ne serait



que le fruit de l'acharnement d'une justice partielle, dont le RN serait l'innocente victime.

Serait-ce parce que le Parquet national financier [a condamné en appel le RN dans l'affaire des kits de campagne](#), pour escroquerie aux dépens de l'Etat, abus de biens sociaux, abus de confiance, recel et blanchiment ? L'affaire consistait en un montage financier lucratif mené notamment en lien avec [le groupe des anciens du GUD](#), ancienne organisation étudiante d'extrême droite connue pour son extrême violence, qui entretient toujours des liens serrés avec le RN.

Le nerf de la guerre

Le RN, avec ses seulement 45 000 encartés, est en recherche constante de financements. Le montant des adhésions, de 10€ pour les jeunes à 250€ pour l'adhésion « *Prestige* » (dont 66% est déductible de l'impôt !), est une goutte d'eau dans ses besoins pour entretenir son réseau d'extrême droite.

La bonne affaire du Parlement européen

Depuis son programme de 2022, le RN a officiellement renoncé à la sortie de l'Europe. Pour lisser son image de « *présidentiable* », mais aussi parce qu'après tout, **avoir des parlementaires RN au Parlement européen présente deux avantages** : travailler à la construction d'une extrême droite européenne, et surtout bénéficier des financements qui sont attribués aux parlementaires.

La preuve en est que [les parlementaires du RN sont très peu présents à Bruxelles](#), et ne participent à aucun des travaux.

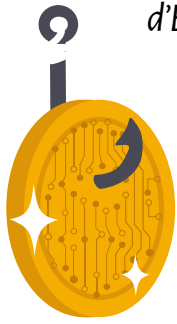
[Cela vaut aussi pour Jordan Bardella](#), le petit dernier aux dents longues, qui avoue « *privilégier sa présence sur le terrain et dans les médias* ». Là où on peut faire le buzz....

Mais quelle que soit la somme de travail réalisée, les parlementaires RN bénéficient des mêmes fonds que les autres parlementaires, encore faut-il qu'ils soient utilisés selon les règles.

Pour des soupçons d'emplois fictifs aux frais de l'Europe, [Marine Le Pen et vingt-six autres personnes, dont onze ex-eurodéputés RN, sont accusés de détournement de fonds publics européens, pour un préjudice de près de 7 millions d'euros en huit ans](#). Cet argent aurait servi en partie pour [financer le RN, ainsi que le GUD](#) (encore lui !). L'affaire sera jugée en septembre 2024.

[Les peines encourues sont importantes](#) : dix ans d'emprisonnement et une amende de maximum un million d'euros avec, en plus, une peine complémentaire d'inéligibilité.

En 2017, quand l'affaire fut rendue publique, [Marine Le Pen, alors en pleine campagne électorale, refusait de se présenter devant les juges et n'hésitait pas à proférer des menaces](#) : « *Je veux dire aux fonctionnaires, à qui un personnel politique aux abois demande d'utiliser les pouvoirs*



d'Etat pour surveiller les opposants, organiser à leur encontre des persécutions, des coups tordus, ou des cabales d'Etat, de se garder de participer à de telles dérives. Dans quelques semaines, ce pouvoir politique aura été balayé par l'élection. Mais ses fonctionnaires, eux, devront assumer le poids de ces méthodes illégales. Ils mettent en jeu leur propre responsabilité. » Le message est clair, **Marine Le Pen fera sa propre justice si elle est élue !**



En attendant le grand soir, **le RN a tenté d'affaiblir son nouvel adversaire, la justice française**, en votant le 2 novembre 2023 [contre l'attribution de moyens financiers supplémentaires au Parquet national financier](#), un outil essentiel de défense de la démocratie par la lutte contre la fraude.

Les emprunts russes

Toujours dans sa recherche désespérée de fonds, Marine Le Pen a pensé à son vieil ami russe. Vladimir Poutine, lui, recherchait des relais de propagande à l'Ouest. Ces relations très cordiales se sont donc concrétisées par [un prêt de 9 millions d'€ accordé au RN par une banque russe](#) aux mains d'un oligarque très proche de Poutine. Mais ce prêt est soupçonné d'irrégularité par la justice française : **les commissions versées en marge de ce prêt font l'objet d'une enquête du Parquet national financier**. Pour lequel, rappelons-le, le RN a refusé l'attribution de moyens financiers supplémentaires. Ceci explique cela.

Et ce n'est pas tout !

Une déclaration de patrimoine sous-évaluée

La grande défenseuse du « *mains propres et tête haute* » doit aussi répondre à la justice dans [une enquête de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique \(HATVP\)](#) pour « *fraude fiscale aggravée* », « *blanchiment aggravé* » et « *déclarations inexactes à la HATVP* ». La candidate d'extrême droite est soupçonnée d'avoir sous-estimé la valeur des parts qu'elle détient avec son père et avec sa sœur dans deux biens immobiliers dans sa déclaration obligatoire de patrimoine.

Ailleurs en France...

Comme si cela ne suffisait pas, **plusieurs mairies détenues par le RN ont fait ou font également l'objet de poursuites pour des « dérives de gestion »**.

Citons l'affaire de [la mairie de Fréjus](#), dans le Var, aux mains du RN via David Rachline, après la publication du livre « *Les rapaces* », qui dénonce la vie fastueuse du maire aux frais de la commune, ainsi que des malversations et autres abus de bien sociaux.

Ou encore celle des nombreuses dérives [de la gestion RN des 13e et 14e arrondissements de Marseille](#).

Sans oublier l'affaire concernant [Jacques Bompard, maire RN de la commune de Orange](#), visé par une enquête pour emplois fictifs.

On soupçonne également une possible affaire d'emplois fictifs en Normandie. [Nicolas Bay, élu RN du Conseil Régional depuis 2015](#), est visé par une enquête pour soupçons de prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics. Depuis, il se drape dans son immunité parlementaire, ce qui s'avère très pratique par les temps qui courent. Il a par la suite rejoint le parti « *Reconquête* » de Eric Zemmour.

Le RN, partie intégrante du système

De toutes ces affaires en cours, il faut retenir avant tout que **le RN n'a rien d'un parti antisystème et est au contraire très bien intégré au système** et aux institutions de la Ve République, dont il tire profit en détournant de l'argent à des fins politiques.

Il n'est pas non plus une alternative aux partis qu'il dénonce. C'est un parti opportuniste, qui a su moduler son discours de manière à lisser son image et à se présenter comme présidentiable, au même titre que les autres partis politiques de droite. **Au risque d'en manifester les mêmes travers...**

Lire toutes les fiches

